Communiqué de presse intersyndical

Vide politique !

La réunion de dialogue social de ce jour avait été déplacée de Besançon à Dijon pour que M.Neugnot puisse être présent, les documents de travail nous ont été communiqués vendredi après-midi pour mardi matin.
Lorsque nous sommes arrivés, M.Neugnot n'était pas là, Mme Châtel non plus. Les agents de la DRH et le DGA sont envoyés au charbon. Le cabinet d'études est arrivé avec de nouvelles hypothèses sur lesquelles nous n'avions pas pu travailler et qui comme par hasard commençait par la présentation d'un cas où il fallait cumuler IFSE (part fonction) et CIA pour conserver son niveau de prime actuel !

Or toutes les organisations syndicales font de cette question un préalable : que le niveau de primes soit conservé dans l'IFSE seule. Et c'est prévu dans le décret du 20 mai 2014 … « pour la Fonction Publique d'Etat », nous répond le cabinet d'études. On voit tout de suite l'intention de la Région !

En l'absence de décision politique (absence d'élus), l'ensemble des organisations décident de quitter la commission et acceptent seulement de discuter du problème de la Mutuelle étant donné l'urgence.
En effet la Mutuelle Intériale dénonce le contrat (Bourgogne) au 31/12/2017 sauf si la Région accepte que les cotisations augmentent de 50%.
Les organisations syndicales refusent que
- la Région cède au chantage de la Mutuelle
- que les agents subissent ces hausses de cotisations

… et demande à la Région de trouver une solution d'ici fin 2017 afin que les agents soient couverts avec une participation employeur harmonisée par le haut.

Toutes les organisations syndicales appelant à la grève le 10 octobre à l'échelon national sur les inquiétudes face à la politique nationale, toutes les organisations syndicales du Conseil régional vont appeler à la grève ce même jour en déposant un préavis de grève local sur leurs revendications locales (temps de travail, régime indemnitaire, mutuelles …).